

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Reacteur-nucleaire-de-Belene>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°35 > **Réacteur nucléaire de Belene (Bulgarie) : BNP-Paribas plie mais ne rompt pas (encore)**

1er juin 2007

Réacteur nucléaire de Belene (Bulgarie) : BNP-Paribas plie mais ne rompt pas (encore)

Un projet inacceptable

La centrale nucléaire de Belene est située au Nord de la Bulgarie. De technologie russe (type VVER), sa construction a débuté dans les années 80 mais a été arrêtée dans les années 90 suite à des protestations et à des doutes sur sa viabilité économique. En 2003, le gouvernement bulgare l'a remise à l'ordre du jour. NEK, la compagnie publique nationale d'électricité, est majoritaire dans le projet mais en consortium avec AtomStroyExport (Russie) et Areva NP (Franco-allemand). Le projet cumule des tares irrémédiables :

- Son prix est astronomique : 4 milliards d'euros pour 2 réacteurs ;
- Il est bâti dans une zone sismique : en 1977, un tremblement de terre à 12 km de la centrale a fait 200 morts ;
- L'Étude d'Impact Environnemental est biaisée, incomplète et devant la justice ;
- Enfin, la Bulgarie n'a à ce jour aucun plan pour la gestion de ses déchets radioactifs.

BNP-Paribas échaudée par la campagne

Depuis 6 mois, plusieurs ONG dont les Amis de la Terre, Greenpeace et une coalition de 160 ONG dans 28 pays européens avaient demandé à rencontrer BNP-Paribas [1]. La banque n'a jamais daigné répondre, alors que onze banques internationales ont décliné le projet à cause de ses risques. En mai, BNP-Paribas remportait l'appel d'offre pour financer la première phase du projet (250 millions d'euros).

En réaction, les Amis de la Terre, Greenpeace, le Réseau Sortir du Nucléaire et Cyberacteurs lancent une cyberaction massive et réussie : plus de 7000 participants en deux semaines. Première rupture : rompant avec sa politique de non-réponse, BNP-Paribas fait parvenir un bref courrier aux pétitionnaires estimant qu'elle n'est pas impliquée dans le projet, et précise qu'"aucun choix technologique n'a été définitivement arrêté", grossière contre-vérité (le choix a été annoncé publiquement par le ministre bulgare de l'Énergie en octobre 2006).

La campagne se poursuit donc : le 5 juin a lieu une journée européenne d'action contre BNP-Paribas dans quinze pays (et une vingtaine de villes en France), à l'appel de nombreuses différentes organisations. L'action est efficace : elle contraint BNP-Paribas à changer à nouveau de stratégie et proposer aux ONG une réunion avec le Directeur Général du groupe. Lors de la réunion le 13 juin,

nouvelle victoire, encore incomplète : BNP-Paribas martèle qu'elle ne participera pas au financement du réacteur lui-même. Mais elle reste impliquée dans le premier financement en affirmant qu'il s'agit d'un financement global d'entreprise pour des "études d'ingénierie", non lié au projet. Personne n'est dupe : l'appel d'offre de ce financement précise qu'il s'agit d'un financement relai pour débiter les travaux de construction.

BNP-Paribas précise que le prêt, qu'elle coordonne, implique 15 autres banques. Les ONG alertent donc toutes les banques susceptibles d'être impliquées des énormes risques d'image associés au prêt. En France, Natixis a déjà confirmé son refus d'y participer : une nouvelle journée d'action début juillet pourrait faire comprendre aux autres banques et à BNP-Paribas le bien-fondé de cette décision.

Sébastien Godinot

Campagne responsabilité des acteurs financiers

Les Amis de la Terre. Mail : finance@amidelaterre.org

[1] BNP-Paribas est la banque française la plus impliquée dans des projets énergétiques controversés, selon l'étude "Banques françaises, banques fossiles ?" publiée par les Amis de la Terre en mars 2007. Voir <https://www.amidela terre.org/Banques-francaises-banques,3138.html>